

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

12 octobre 2012

**PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2013 - (N° 235)**

Commission	
Gouvernement	

Retiré

**AMENDEMENT**

N ° I-665 (Rect)

présenté par

M. Le Fur, M. Dhuicq, M. Luca, M. Saddier, M. Lazaro, Mme Fort, M. Le Mèner, M. Martin,  
 M. Decool, M. Quentin, M. Mathis, M. Fasquelle, M. Chartier, M. Daubresse, M. Le Ray,  
 M. Perrut, Mme Duby-Muller, M. Breton, Mme Lacroute, M. Couve et Mme Pons

**ARTICLE 9**

Après l'alinéa 4, insérer l'alinéa suivant :

« B bis .- Les trois premiers alinéas de l'article 885 I du code général des impôts sont supprimés. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à assujettir les œuvres d'arts à l'ISF.

Ces dernières années le marché de l'art a connu un essor considérable aussi bien sur le plan national que sur le plan international. En France la maison de vente Artcurial a notamment vendu un « nu couché » de Nicolas de Staël pour la valeur de 7 millions d'euro à un collectionneur américain et le tableau « Hfen von swinemünde » du peintre Lyonel Feininger pour 5,7 millions d'euros. Si cette maison de vente française affiche pour 2011 un chiffre d'affaire de vente de 127 millions d'euros, elle n'arrive pourtant qu'en troisième position derrière les maisons Christies (199 millions d'euros de chiffre d'affaire en vente) et Sothebys (190 millions d'euro).

Aujourd'hui les œuvres d'arts sont paradoxalement exonérées de tout assujettissement à l'ISF alors même que ce marché bénéficie aux catégories les plus favorisées de la population, et ne s'est jamais autant développé. Ce paradoxe n'est que plus criant, dans un contexte de crise où l'effort de tous serait nécessaire.

Comparons par exemple, la situation d'un contribuable qui investit un millions d'euros en achetant des parts dans une entreprise locale de 300 salariés et créatrice d'emploi, et celle d'un contribuable qui investit la même somme dans l'achat d'une œuvre d'art.

Le contribuable qui va investir dans des actions pour un million d'euros et les revendre 5 ans après deux millions d'euros va réaliser une plus value de 100 %. Ce choix économiquement judicieux va se révéler fiscalement lourd puisqu'il paiera 90 000 euros d'ISF ( $5 \times 1,8 \times 1$  million), 190 000 euros d'impôt sur le revenu lié à la plus-value (régime normal de 19 %) en l'état du droit actuel, et 123 000 euros de prélèvement social sur les plus-values (12,3 %) ; soit un total de 403 000 euros.

A contrario si il avait choisi d'investir son million d'euro dans des œuvres d'arts ,qu'il les avait conservé pour la même durée de 5 ans, et qu'il les avait revendu pour le même montant de 2 millions d'euros, il n'aurait eu alors à s'acquitter que de 90 000 euros de taxe forfaitaire sur les plus-values (4,5 % sur le prix de vente), et de 10 000 de CRDS, soit un total de 100 000 euros d'impôt.

La différence d'imposition entre les deux contribuables est donc bien de 303 000 euros. Pourtant l'achat d'une oeuvre d'art est un investissement non productif, leur impact économique est donc quasiment nul. Et l'investissement dans les œuvres d'arts sert souvent de prétexte aux plus fortunés pour échapper à l'assujettissement à l'ISF.

Une telle différence d'imposition n'est donc pas acceptable. Elle ne repose sur aucun fondement. Cet amendement répond donc à un enjeu de justice fiscale essentiel.